



# Le lancement de La Via Campesina en lien avec la mondialisation agricole

*Gérard Choplin\**

En 1986, le cycle de l'Uruguay Round, dernier cycle de négociations du GATT sur le commerce international, est lancé à Punta del Este. Il se terminera en avril 1994 par la signature de l'accord de Marrakech, donnant naissance à l'OMC et formatant depuis ce jour les politiques agricoles sur la planète.

C'est aussi en 1986 qu'en Europe des organisations paysannes décident de créer la Coordination Paysanne Européenne (CPE), une voix paysanne pour changer la politique agricole européenne. Ces organisations ont déjà cultivé des contacts avec des organisations paysannes d'autres continents, mais les enjeux liés aux négociations du GATT sont tels pour les politiques agricoles et les paysan(ne)s du monde entier qu'ils vont pousser les organisations paysannes à intensifier ces contacts.

En novembre 1990, en parallèle de la conférence ministérielle du GATT à Bruxelles, la CPE participe à la conférence parallèle « GATTastrophe », où elle invite des leaders paysans des USA, du Japon, des Philippines,.....à une table ronde contre les négociations agricoles du GATT. L'échec de cette conférence ministérielle, dû en grande partie au conflit agricole entre l'Union Européenne (UE) et les Etats-Unis (USA), va déclencher une vive réaction du lobby européen de l'industrie et des services, qui va imposer aux Commissaires UE pour l'agriculture et le commerce de négocier au plus vite un accord avec les USA. C'est ainsi que fin 1992 les USA et l'UE (accord de Blair House) s'entendent pour écrire de nouvelles règles du commerce agricole international, qui leur permettent de continuer à dominer le marché mondial et pratiquer le dumping sous d'autres formes « blanchies », c'est à dire "autorisées". En avril de la même année, l'UNAG, organisation paysanne du Nicaragua invite à son

congrès des leaders d'organisations paysannes d'Amérique centrale, Caraïbes, Amérique du Nord, Canada, Europe. Dans la déclaration de Managua, elles s'attaquent aux négociations du GATT et décident de « ...resserrer leurs liens....et construire un modèle alternatif....».

L'année 1993 sera cruciale de part et d'autre :

- Les 15-16 mai, la Fondation Paolo Freire (Pays-Bas), en lien avec les organisations présentes à Managua, initie une nouvelle réunion internationale paysanne que la CPE co-organise à Mons (Belgique). C'est de la confrontation sévère, lors de cette réunion, entre cette fondation et les organisations paysannes quant à l'objectif du rapprochement entre les organisations (faire naître une voix paysanne internationale en dehors de la FIPA ou bien développer juste un réseau d'échanges d'information) que va naître Via Campesina, avec déjà une « commission de coordination » qu'il est prévu de réunir tous les 6 mois. La fondation Paolo Freire, à l'origine du nom « Via Campesina », assurera le secrétariat technique pendant une courte période.
- Le 4 décembre, manifestation à Genève contre la négociation GATT, avec des leaders paysans d'Inde du Japon, des USA et du Canada.
- Le 15 décembre à Genève, les USA et l'UE réussissent à faire entériner par les autres pays membres du GATT leur préaccord de 1992, qui devient un accord général concluant l'Uruguay Round, l'acte final étant signé en avril suivant à Marrakech. Le GATT devient l'OMC.

La mondialisation des politiques agricoles est lancée. Via Campesina aussi.

Ce sont maintenant les règles du commerce international agricole qui formatent les politiques agricoles et c'est à l'occasion des conférences ministérielles suivantes de l'OMC et des manifestations associées (Seattle en 1999, Cancun en 2003, Hong-Kong en 2005,..) ainsi qu'aux sommets FAO (1996, 2002,..) que Via Campesina va se faire connaître et mobiliser, au-delà des organisations paysannes.

Depuis, l'OMC n'a pas réussi à conclure le cycle de Doha lancé il y a 12 ans. La montée en puissance commerciale de grands pays « émergents » empêche aujourd'hui les USA et l'UE d'écrire les règles comme en 1993, ce qui freine leur ardeur vers un nouvel accord. Les difficultés du cycle de Doha ont conduit de nombreux pays à négocier des accords bilatéraux de « libre »-échange, souvent encore plus néolibéraux que les règles de l'OMC.

Par ailleurs, les dégâts économiques, sociaux et environnementaux provoqués par le productivisme et le néolibéralisme de la fin du 20<sup>e</sup> siècle – la crise climatique et la crise financière mondiale en témoignent- sont tels que l'idéologie libre-échangiste a perdu beaucoup de son aura. Le fossé se creuse entre la prise de conscience des populations et de nombreux acteurs politiques vis-à-vis des impasses néolibérales et les politiques qui sont menées et proposées, encore ancrées dans le siècle précédent.

Les règles actuelles du commerce agricole international sont celles adoptées en 1994 et elles empêchent tout changement de fond des politiques agricoles. La souveraineté alimentaire, lancée par Via Campesina comme réaction à la mondialisation des politiques agricoles, est incompatible avec ces règles. Les changer et proposer des règles justes pour un commerce international mis à sa vraie place sont une des étapes nécessaires vers la souveraineté alimentaire. Les crises/mutations globales ouvrent ici un espace politique pour Via Campesina.

Mars 2013

*Gérard Choplin, coordinateur de la CPE de 1988 à 2008, membre de l'équipe d'animation d'ECVC depuis 2008*

---

i boîte verte, non soumise à négociation à l'OMC, dans laquelle sont inscrits tous les paiements directs aux agriculteurs et découplés de la production. Pour les produits exportés, ils ont les mêmes effets de dumping que les aides à l'exportation, car ils permettent d'exporter à des prix inférieurs aux coûts de production.

ii <http://viacampesina.org/fr/index.php/nos-confnces-mainmenu-28/1-mons-1993-mainmenu-47>